

principales sources de revenus, non seulement dans l'île du Prince-Edouard, mais aussi dans les Provinces maritimes en général. Pour vendre des plants de pommes de terre en Virginie ou ailleurs, des plants garantis, il faut une inspection et le certificat du gouvernement. Cela est obligatoire et c'est pourquoi le certificat ne coûte rien. Dans l'autre cas, il s'agit d'une transaction exclusivement commerciale. Ces pommes de terre ne sont pas ce que l'on appelle des plants garantis, mais un produit comestible. Les propriétaires de ce produit veulent le vendre à l'étranger, et le seul moyen de l'écouler avantageusement est de le faire examiner afin de voir s'il est d'une variété uniforme — d'habitude le blanc est le plus populaire — et s'il a le certificat du gouvernement. Les producteurs sont prêts à offrir 5 dollars de la wagonnée pour ce service. Le certificat vaut beaucoup plus que cette somme pour eux afin que leur marchandise soit mise sur le marché. Nous avons eu tant de demandes d'inspecteurs dans les Provinces maritimes que nous n'avons pu en envoyer en assez grand nombre. Cette inspection est facultative.

L'hon. M. MACDONALD: Tout d'abord, je ne trouve pas cette explication logique. De plus, je blâme énergiquement la conduite du ministère à cet égard. Dans les premiers jours de décembre, dans l'île du Prince-Edouard, tous les inspecteurs, à l'exception d'un à l'est de Charlottetown, ont quitté le service, et tout commerçant qui avait une commande d'une wagonnée de pommes de terre chargées à l'est de Charlottetown était obligé de faire venir un inspecteur de Charlottetown. Par conséquent, on a dû refuser des commandes, parce que l'on ne pouvait avoir d'inspecteurs. La difficulté ne concernait pas le droit d'inspection de 5 dollars, bien que je maintienne que cette distinction ne devrait pas exister entre les producteurs. Telle est la situation. Un cultivateur sème, disons, dix acres de plants garantis de pommes de terre qu'il se propose de vendre comme tels. S'il réussit à subir l'inspection il a son certificat de l'inspecteur lorsqu'il met son produit sur le train et ses sacs sont étiquetés. Ce service ne lui coûte rien. Mais supposons que les pommes de terre ne sont pas acceptées à l'inspection, il aura probablement 25c. de moins du boisseau, et il lui faut payer 5 dollars pour l'inspection. Ce n'est pas juste.

Ce n'est pas tout. Aux mois de décembre, janvier et février derniers, on n'a pu avoir d'inspecteurs, de sorte que les cultivateurs ou les commerçants qui voulaient vendre des wagonnées de pommes de terre étaient obligés de refuser des commandes qui exigeaient l'inspection. Avec la situation actuelle dans le

comté de King, dans l'île du Prince-Edouard, où il n'y a qu'un train par jour, comment un seul inspecteur du centre de la province à Charlottetown va-t-il desservir tout l'est de cette province? C'est des plus absurdes. Ceux qui veulent vendre des pommes de terres qui doivent être inspectées ne peuvent faire aucun commerce. S'ils ont des commandes pour n'importe quelle qualité de pommes de terre, ils ne peuvent en obtenir l'inspection et, par conséquent, doivent refuser les commandes. C'est une question importante pour l'île du Prince-Edouard, et j'exhorte vivement le ministre d'y donner son attention.

L'hon. M. MOTHERWELL: Je suis très heureux qu'il y ait eu tellement de demandes d'inspecteurs que nous n'avons pu les fournir à mon honorable ami en nombre suffisant. S'il veut que ce service soit aussi rapide qu'il le désire, il doit être prêt à payer, parce que nous ne pouvons avoir ces inspecteurs pour rien. C'est un service purement commercial que je suis bien aise de lui voir apprécier. Dans les moments pressés, nous avons douze inspecteurs au travail. J'apprends du sous-ministre et de l'honorable député de Queen (M. Sinclair) que, durant l'hiver, il y avait toujours au moins quatre inspecteurs dans l'île. Peut-être ne se sont-ils pas tous trouvés à Charlottetown, mais ils étaient à l'œuvre quelque part dans l'île du Prince-Edouard. Pour tout mettre sur un pied d'égalité, les clients de mon honorable ami devraient acquitter le service relatif aux plants garantis de pommes de terre. Nous ne pouvons donner l'autre service gratuitement. Si mon honorable ami insiste sur une égalité de traitement, nous serons alors obligés de faire payer l'inspection des plans garantis, ce que nous n'avons pas l'intention de faire.

L'hon. M. MACDONALD: Je ne comprends pas le ministre et je me demande comment aucun autre honorable député puisse le comprendre. Je ne m'oppose pas à ce que l'inspection des plants garantis soit gratuite.

L'hon. M. MOTHERWELL: Mais l'honorable député réclame une égalité de traitement.

L'hon. M. MACDONALD: Celui qui touche un prix moins élevé pour son produit ne devrait pas être tenu de payer un droit d'inspection, lorsque celui qui reçoit un prix plus élevé n'a rien à payer. Le ministre dit qu'il y avait quatre inspecteurs dans l'île l'an dernier. J'ignore ce qu'en pense mon honorable ami du comté de Queen, mais les conditions sont certainement meilleures dans cette région, parce qu'il y a des inspecteurs à Charlottetown et à Summerside dans son voisinage,